

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de Mortagne-au-Perche, Orne

ARRÊTÉ

Accordant l'autorisation de travaux visant à modifier ou à mettre en conformité
un établissement recevant du public

Le Maire de Mortagne-au-Perche, Orne,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L 111-7, R 111-19-7 à R 111-19-29 et R 123-1 à R 123-55 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 22 juin 1990, relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie ;

Vu les arrêtés du 1^{er} août 2006 et du 21 mars 2007 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles les établissements recevant du public aux personnes handicapées ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et modifié par le décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2014, portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et donnant aux 2 sous-commissions de sécurité et d'accessibilité, compétence pour examiner toutes dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique et à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public,

Vu la demande en date du 21 janvier 2025 référencée AT 0612932500001 formulée par Fleuriot – Rôtisserie St Eloi représentée par Mr FLEURIOT Antoine, en vue d'une création d'une rôtisserie dans le cadre de la mise en conformité, situé 13 rue du Faubourg St Eloi à Mortagne-au-Perche, Orne.

Considérant l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 25 février 2025 pour une partie des points étudiés ;

ARRETE

Article 1 : La demande de création d'une rôtisserie, aux dispositions de l'article R 111-19-1 du Code de la construction et de l'habitation sollicitée par Fleuriot -Rôtisserie St Eloi représentée par Mr FLEURIOT Antoine, concernant la mise en conformité de la création d'une rôtisserie, 13 rue du Faubourg St Eloi à Mortagne-au-Perche, est accordée en partie :

RAMPE ACCES

L'installation de la rampe d'accès proposée par le pétitionnaire **n'est pas accordée.**

S'il le souhaite quand même en installer une elle devra au minimum être de 1,80 m de longueur et faire l'objet d'une demande de dérogation pour son pourcentage. Sans demande de dérogation, le pétitionnaire ne pourra installer qu'une rampe amovible conforme de 4,50 m de longueur.

MOBILIER ET SONNETTE D'APPEL

Le mobilier ainsi que le sonnette d'appel proposés devront être installés

ESCALIER

S'il comporte moins de 3 marches l'escalier devra répondre aux exigences suivantes :

la ou les 2 contremarches devront être visuellement contrastées par rapport à la marche, sur une hauteur minimale de 10 cm ;

les nez de marches devront répondre aux exigences suivantes :

- être de couleurs contrastée par rapport au reste de l'escalier ;
- être antidérapants.
- Ne pas présenter de débord excessif par rapport à la contremarche.

Article 2 : Les prescriptions portées sur les avis techniques joints au procès-verbal de la sous-commission d'accessibilité devront être respectées.

- Une attestation d'achèvement des travaux et/ou mise en accessibilité prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) devra parvenir en Mairie de Mortagne-au-Perche – 22 place du Général de Gaulle 61400 MORTAGNE-AU-PERCHE.
- Un registre d'accessibilité contenant les informations et pièces listées dans l'arrêté précité doit être mis à disposition. Ce registre est consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessibilité de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au Pétitionnaire. Une copie sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Mortagne-au-Perche et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Orne.

Fait à Mortagne-au-Perche, le 18/03/2025

Le Maire,
Virginie VALTIER



Délais et voies de recours : Le bénéficiaire de cet arrêté qui désire en contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir le Préfet ou le Ministre compétent d'un recours administratif. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (la non réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).